01 décembre 2003

LETTRE OUVERTE A Mr MATTEI, MINISTRE DE LA SANTE et à Mr DOUSTE-BLAZY par le Dr Christian Bianchi

Monsieur le Ministre,
Monsieur le Député,

Je suis médecin généraliste installé depuis 26 ans dans une petite commune
rurale éloignée de tout centre hospitalier.

J'ai entendu hier et aujourd'hui, à la radio, les déclarations que vous avez
faites l'un et l'autre concernant l'engorgement des hôpitaux
suite à l'épidémie de grippe, bronchiolite et gastro-entérite.
Je retiens qu'aussitôt vous incriminez une "défaillance" des médecins
libéraux qui ne prendraient plus leurs gardes ou plus suffisamment.

Je ne peux parler que de ce que je connais.
J'observe que dans mon département la permanence des soins est assurée jour
et nuit, fêtes et dimanches par les généralistes qui maillent l'ensemble du
territoire malgré la fatigue, les accidents dus au surmenage (au moins 3
tués sur la route en 3 ans), les maladies qui frappent de plus en plus
durement une population médicale dont les 2/3 ont plus de 50 ans.
Nous assurons encore la permanence des soins d'une population âgée,
dispersée sur une zone géographique étendue malgré les villages sans
docteur, les départs non remplacés, les remplaçants rares et chers.
Nous assurons la permanence des soins malgré des astreintes de 60 heures
suivies d'une reprise immédiate du travail "normal" dans des
zones où le repos compensateur est tout simplement impensable.
Nous assurons la permanence des soins malgré des semaines de 60 à 70h de
travail sans compter la comptabilité, la tenue de dossier, la Formation
Médicale Continue ou la vie syndicale.
Nous assurons la permanence des soins malgré les exigences de patients qui
confondent urgence et satisfaction immédiate d'un besoin.
Nous assurons la permanence des soins malgré l'épée de Damoclès d'une action
judiciaire après une erreur due à l'épuisement ou simplement suite à la
frustration de patient à qui la société promet tout.
Nous assurons la permanence des soins malgré les mises en cause qui nous
ulcèrent et nous jettent en pâture aux médias.

Le profond dégoût que je ressens devant cette injustice pourrait me pousser
à jeter l'éponge. J'y songe parfois.
Il pourrait me pousser à réclamer le départ d'un ministre si rapide à juger
et condamner toute une profession.
Il pourrait au moins me conduire à réclamer aux élus qui m'ont offensé des
excuses publiques.

Je me contenterai de vous dire, Monsieur le Ministre, Monsieur le Député,
qu'il y a urgence à mettre de l'ordre dans le système de soins, à en donner
le mode d'emploi, à éduquer les usagers, à financer ce qui doit l'être;
qu'il y a urgence à ménager des troupes épuisées, à les utiliser utilement
et raisonnablement.

J'ai peur, Monsieur le Ministre, Monsieur le Député, de ce qui se passera
dans 5 ans, dans 10 ans quand 50 % des généralistes actuellement à l'œuvre
prendront la retraite (s'ils n'ont pas déserté avant un champ de bataille
épuisant où de surcroît on les méprise). Qui alors assurera la permanence
des soins?

Je vous prie de croire, Monsieur le Ministre, Monsieur le Député, à
l'expression de mes sentiments respectueux.